

L'avis des experts

Vers une dangereuse course aux armements en Asie?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: depuis 2000, les dépenses militaires de la Chine ont augmenté de 325,5%, pour atteindre un pic de 166 milliards de dollars en 2012. Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan se lancent aussi dans une escalade qui commence à inquiéter les spécialistes

La modernisation de la marine militaire chinoise, entreprise dès les années 80, s'est considérablement accélérée ces dernières années. Depuis 2000, les dépenses militaires de la Chine ont augmenté de 325,5%, pour atteindre un pic de 166 milliards de dollars en 2012, d'après les estimations du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri). La flotte de surface de Pékin a ainsi augmenté de 30% en nombre de navires et de 130% en tonnage. Symbole majeur de ce renforcement maritime sans précédent, Pékin a lancé en septembre 2012 son premier porte-avions, le *Liaoning*.

A ces développements capacitaires de la marine militaire, il faut ajouter ceux des agences chinoises chargées des affaires maritimes. Les «cinq dragons», comme elles sont surnommées, ont en effet vu leurs moyens exploser. Depuis juillet 2013, Pékin les a même fusionnés pour mieux les contrôler mais aussi pour créer une nouvelle agence unifiée de garde-côtes plus réactive et plus efficace dans la défense de ses «intérêts maritimes». Or, ces agences sont bien plus impliquées que la marine militaire dans les différents incidents territoriaux qui ont opposé Pékin à ses voisins ces dernières années. Ensemble, ces évolutions alimentent l'image d'une Chine plus «assertive» (affirmée) dans le domaine maritime et inquiètent considérablement ses voisins, qui sont désormais engagés eux aussi dans des processus de renforcement militaire.

Au nord, en mer de Chine orientale, la marine sud-coréenne a récemment connu une importante montée en gamme, avec l'acquisition et le développement en interne de capacités maritimes qui dépassent largement les besoins nécessaires pour faire face à la menace nord-coréenne. Séoul construit de plus une base navale sur l'île de Jeju, l'un des points les plus méridionaux de son territoire, loin de Pyongyang mais stratégiquement placé entre



Bruno Hendorff

Chercheur au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)



Thierry Kellner

Chargé de cours au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles

le Japon et la Chine. Le Japon a également exprimé sa préoccupation face à l'accroissement du potentiel militaire chinois. Tokyo a réorienté ses forces navales vers le sud de l'archipel et les îles Senkaku/Diaoyu où les incidents avec des appareils et navires chinois se sont multipliés depuis 2010. Sa marine a par ailleurs présenté en août 2013 un nouveau porte-hélicoptères, le plus grand navire militaire construit dans le pays depuis la Deuxième Guerre mondiale. De nombreux observateurs chinois l'ont d'ailleurs qualifié de «porte-avions déguisé».

Pour sa part, et malgré un budget militaire onze fois inférieur à celui de sa voisine continentale, Taipei continue à développer certaines capacités, asymétriques notamment, pour dissuader toute invasion. Enfin, en mer de Chine méridionale, le nombre d'incidents navals a augmenté drastiquement depuis 2007, principalement entre la Chine, d'une part, et le Vietnam ou les Philippines, de l'autre. En réponse, le Vietnam s'est tourné vers la Russie pour acquérir du matériel militaire et cultive des liens avec Washington. Les Philippines se sont quant à elles tournées vers les Etats-Unis pour renforcer leur marine. Au final, et de manière globale, l'Asie du Sud-Est a vu ses dépenses militaires augmenter de 62% entre 2002 et 2012.

En Asie du Nord-Est comme en Asie du Sud-Est, la modernisation navale chinoise et les tensions territoriales dans certaines zones n'expliquent pas complètement cette tendance. D'autres facteurs, comme un «retard à rattraper» ou les facteurs domestiques, jouent aussi un rôle à ne pas négliger. Pourtant, les pays de la région ne font pas que développer leurs capacités militaires; la plupart d'entre eux renforcent aussi leur coopération militaire avec les Etats-Unis, qui effectuent depuis 2010 un retour remarqué et bienvenu dans la ré-

gion, et d'autres puissances régionales comme l'Australie, le Japon ou l'Inde. Et ces décisions ont bien pour origine et point focal l'expansion maritime chinoise et la constitution par Pékin d'une flotte de haute mer.

Le problème majeur n'est en effet pas tant les capacités développées, par la Chine ou tout autre acteur de la région, que les perceptions qui accompagnent cette dynamique générale de modernisation militaire. La Chine semble s'être départie du «profil bas» que conseillait

La Chine semble s'être départie du «profil bas» que conseillait Deng Xiaoping. Les discours politiques des nouveaux leaders se font plus musclés

en son temps Deng Xiaoping. Les discours politiques des nouveaux leaders, aux forces armées notamment, se font plus musclés. La portée stratégique de la marine chinoise s'est étendue en même temps que les revendications de Pékin ont été portées avec plus de force par ses agences maritimes. Le battage médiatique aux forts accents nationalistes qui a accompagné, en Chine, le lancement du *Liaoning* a confirmé si besoin était que cette montée en puissance est bel et bien politisée. Et là se trouve la recette d'un désastre potentiel: le «rattrapage» avec les Etats-Unis, en capacités et nombre de navires, apparaît comme un enjeu de prestige et de statut pour Pékin et ses élites dirigeantes. C'est un message dirigé tant vers l'international que vers l'audience nationale. La Chine n'a certes pas le monopole de telles considérations: la plupart des Etats régionaux sont également en quête

d'un statut sur la scène internationale qui reflète leurs ambitions. Mais vu la taille de la Chine, sa puissance potentielle, sa nouvelle «assertivité» et ses aspirations, et l'ambiguïté des objectifs de sa modernisation navale, cette tendance inquiète. Et que ce «rattrapage» devienne un enjeu politique interne, un mécanisme de légitimation pour un régime aux assises fragilisées, complique fortement la donne et limite les possibilités en matière de rétablissement de la confiance.

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'il n'existe pas de régime international de limitation des armements en Asie. Jusqu'à présent, l'apport de l'Asean (Association des Nations d'Asie du Sud-Est) et des forums régionaux qui en dépendent, comme le Forum régional de l'Asean (ARF) ou la réunion des ministres de la Défense de la région (ADMM+), quoique remarquable, n'a pas débouché sur une réduction notable des tensions. Comment, dès lors, éviter une aggravation du dilemme de sécurité à l'échelle régionale, qui pourrait conduire à une course aux armements ruineuse pour les Etats et leurs populations, et s'avérer dangereuse à terme pour l'équilibre d'ensemble de cet espace si important pour l'économie mondiale? La formule diplomatique adéquate pour tenter de régler cette question reste à inventer. On peut penser que les réticences seront grandes, tant il existe une méfiance latente entre acteurs régionaux asiatiques et entre acteurs régionaux et extra-régionaux.

Dans ces conditions, l'Union européenne peut-elle jouer un rôle? Difficile à dire, mais ne pourrait-elle pas à tout le moins, étant donné son expérience, ses capacités et ses intérêts, initier avec ses partenaires (stratégiques ou non) asiatiques et américains un processus de réflexion, en vue d'un règlement de cette question?

Incidences

Les Européens ont bien joué face à l'Iran



François Nordmann

L'Europe vient de remporter un important succès diplomatique avec la conclusion d'un accord initial sur le nucléaire iranien. Un mois avant le sommet des chefs d'Etat qui doivent se pencher sur la politique de sécurité et de défense de l'Union, le plan d'action défini à Genève sous sa présidence renforce la position de l'Union dans le monde.

Dès le début, soit à l'automne 2003, les ministres des Affaires étrangères des trois plus importantes puissances européennes ont pris l'initiative d'opposer la diplomatie à la solution militaire que préconisait l'administration américaine. MM. de Villepin, Straw et Steinmeier, respectivement ministres des Affaires étrangères français, britannique et allemand se sont rendus à Téhéran, où ils ont obtenu l'ouverture de négociations sur le programme nucléaire de l'Iran. L'Union européenne fut associée à ces pourparlers d'abord considérés d'un mauvais œil à Washington. Les dirigeants iraniens autour du président Khatami étaient peu désireux de voir leur capitale connaître le sort de Bagdad six mois plus tôt. Et de fait, les responsables américains de ce temps-là refusaient de donner sa chance à la diplomatie, estimant le recours aux armes inévitable pour régler à la fois la question nucléaire et procéder au «changement de régime» souhaité.

Les réticences des Etats-Unis n'ont pas empêché les Occidentaux, qui bénéficiaient en revanche de l'appui de la Russie et de la Chine, de mettre en place avec la partie iranienne un moratoire sur le développement du programme controversé de l'Iran. En 2005, les Etats-Unis ont levé leurs objections aux efforts des Européens. Ils ont alors décidé de participer

pleinement aux négociations. Mais par la suite, les réponses ambiguës de l'Iran sur les aspects militaires de son programme ont conduit les six puissances à hausser le ton au sein du Conseil des gouverneurs de l'Agence atomique de Vienne, qui dénonça les agissements de Téhéran au Conseil de sécurité. L'Iran avait entre-temps mis fin au moratoire et repris le développement de son programme nucléaire.

Le Conseil de sécurité, après un premier avertissement, a décrété des sanctions contre l'Iran à partir de 2006, et il a désigné Javier Solana, à l'époque haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, comme seul interlocuteur légitime de l'Iran. Alors que l'impulsion initiale était venue de trois Etats mem-

Principal architecte de l'accord, Lady Ashton s'est révélée une diplomate habile, opiniâtre et compétente

bres, c'est l'Union comme telle qui prend la tête de la communauté internationale sur ce dossier, soit les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne.

C'est pour cette raison que les trois sessions de pourparlers de Genève se sont déroulées sous la houlette de Lady Ashton, qui a été le principal architecte de l'accord et s'est révélée une diplomate habile, opiniâtre et compétente. Faisant profil bas, et peu encline aux épanchements devant la presse, elle a su préserver l'unité des six pays partenaires et mener de longs et fréquents tête-à-tête avec le ministre iranien Javad Zarif.

Certes, les éléments de substance du plan d'action ont fait l'objet de contacts secrets et sans intermédiaires entre spécialistes iraniens et américains, notamment au Sultanat d'Oman, dès le mois de mars. Le président Obama a détaché des

collaborateurs de la Maison-Blanche à cette fin et a suivi personnellement les progrès de ces pourparlers. Lui-même et son homologue iranien, le président Rohani, ont sans doute pris le plus grand risque du point de vue politique dans cette négociation. Mais le rôle de l'Union européenne mérite d'être mis en valeur.

Catherine Ashton s'est affirmée au cours des derniers mois par son action décisive à l'égard de la Serbie, qui a favorisé une détente au Kosovo. Elle a également accompli une mission délicate en Egypte. Mais la direction de la négociation avec l'Iran a une tout autre portée et redonne des couleurs au blason quelque peu terni de la politique extérieure de l'UE.

Car la réputation de l'Union européenne s'est bâtie sur sa contribution à la paix, à la sécurité et à la stabilisation de notre continent, ce qui lui a valu le Prix Nobel de la paix, comme José Manuel Barroso, le président de la Commission le rappelait le mois dernier à Genève. Mais le rayonnement extérieur de l'UE, son apport à la solution des grands problèmes mondiaux actuels a été beaucoup moins évident. Les Etats membres se sont divisés quand il s'est agi d'intervenir en Irak, en Libye, au Mali et même en Syrie. La rebuffade que l'Ukraine et d'autres pays d'Europe de l'Est voisins de l'UE viennent d'infliger à l'Union européenne – un bras de fer perdu avec le président Poutine dans le domaine de la politique commerciale – est venue rappeler la fragilité de certains projets européens.

L'accord initial de Genève témoigne de l'importance d'une «diplomatie forte et fondée sur des principes», selon les termes du président Obama, et d'un fonctionnement sans heurts des mécanismes multilatéraux – en l'occurrence Agence internationale de l'énergie atomique et Conseil de sécurité.

Lectures

Achille Mbembe met à nu l'horreur de la domination

Critique de la raison nègre

Achille Mbembe

La Découverte, 224 pages



A l'évidence, Achille Mbembe est une conscience de l'humanité planétaire. Son discours, son écriture, ses intuitions et sa sensibilité captent on ne peut mieux ce monde en train d'advenir, où l'Europe (re)devient subalterne et où les sociétés de la périphérie (re)deviennent *mainstream*. Impossible alors de ne pas relire l'histoire de peuples anciennement dominés, de ne pas éclairer sa face sombre, comme par exemple la part des «cargos humains» dans le commerce triangulaire de l'Atlantique, la fonction machinique de l'homme noir, du nègre, dans l'économie des plantations et l'avènement du capitalisme premier.

L'historien camerounais entend faire réfléchir sur ce qu'aura été le nègre, en tant qu'«assignation raciale» autant que comme «appel à la race» de ses victimes. Le mot est aujourd'hui imprononçable pour tout ce qu'il charrie comme ségrégation, violence, sur-exploitation. Il faut le définir: nègre est l'humain foncièrement inhumain, singulièrement animal, corps essentiellement musculaire. Est nègre cet être secondaire dont la peau est de couleur noire et dont on aura exploité systématiquement la force motrice au moins jusqu'à l'avènement de celle des chevaux-vapeur. La rai-

son nègre désigne cet être à la rationalité limitée et à l'animalité étendue que l'Européen s'en va domestiquer. Achille Mbembe décrit l'univers (mental) de la domination propre à la raison nègre et même les citations qu'il relève de la part d'humanistes aussi empathiques que Voltaire, Hugo, Tocqueville les rendent, pour nous autres contemporains, explicitement immondes.

Pour tous ceux qui ignorent ou sous-estiment l'importance de la traite des Noirs et de l'esclavage, les génocides et les exterminations du Nouveau Monde et de l'Australie, les conséquences du colonialisme, ce livre est incontournable. Il s'adresse particulièrement à un public européen, français en particulier, là où se perpétue plus ou moins inconsciemment un déni d'histoire. Mais il n'est pas sûr que l'ouvrage, par exemple au regard de l'Africain d'aujourd'hui, ne laisse échapper quelques «sanglots de l'homme noir», une certaine économie de la souffrance qui risquent de nourrir le sentiment victimaire et la «colonisabilité» des esprits. Il émane de cette écriture trop d'intelligence et de finesse pour ne pas regretter qu'elle puisse se laisser tenter par l'enclos idéologique qu'elle cherche à dénoncer.

Car il y a aussi dans cette *Critique* quelques (trop) brefs (et fulgurants) passages sur cette partie de l'humanité soumise au «racisme sans race», à une «forme de représentation primale», au «dispositif de sécurité» du capitalisme financier et cognitif. Et s'il faut explorer que l'auteur ait somme toute manqué cette cible (penser le concept du nègre dans le cadre non pas de la post-colonie mais de la postmodernité), on se prend à rêver à un ouvrage capital de l'auteur sur cette question.

Réda Benkirane